

Brochure n° 3193

Convention collective nationale

BÂTIMENT

IDCC : 1596. – **Ouvriers**
(Entreprises occupant jusqu'à 10 salariés)

Brochure n° 3258

Convention collective nationale

BÂTIMENT

IDCC : 1597. – **Ouvriers**
(Entreprises occupant plus de 10 salariés)

ACCORD DU 25 NOVEMBRE 2011
RELATIF AUX SALAIRES MINIMA POUR L'ANNÉE 2012
(LIMOUSIN)

NOR : ASET1151565M
IDCC : 1596, 1597

Entre :

La fédération du bâtiment région Limousin ;

La CAPEB Limousin ;

La fédération régionale des SCOP du bâtiment du Limousin,

D'une part, et

L'URCB CFDT Limousin ;

La CGT-FO du bâtiment Limousin,

D'autre part,

il a été convenu ce qui suit :

Article 1^{er}

En application de l'accord national, signé le 12 février 2002, relatif à la durée légale du travail pour toutes les entreprises, quel que soit leur effectif, les organisations représentatives d'employeurs et de salariés de la région Limousin se sont réunies afin de déterminer les salaires mensuels minimaux des ouvriers du bâtiment de la région Limousin.

Article 2

Les parties signataires du présent accord ont fixé le barème des salaires minima des ouvriers du bâtiment de la région Limousin comme indiqué dans le tableau ci-après :

Barème applicable au 1^{er} janvier 2012 **(Base 35 heures par semaine ou 35 heures en moyenne sur l'année)**

(En euros.)

CATÉGORIE professionnelle	NIVEAU	COEFFICIENT	SALAIRE mensuel minimal	TAUX horaire minimal
Ouvriers d'exécution :				
– position 1	I	150	1 401,61	9,24
– position 2		170	1 478,97	9,75
Ouvriers professionnels	II	185	1 560,96	10,29
Compagnons professionnels :				
– position 1	III	210	1 689,36	11,14
– position 2		230	1 794,56	11,83
Maîtres ouvriers ou chefs d'équipe :				
– position 1	IV	250	1 919,86	12,66
– position 2		270	2 028,16	13,37

Article 3

Tout salarié embauché au coefficient 150 ne pourra être maintenu dans cette position que pendant une période n'excédant pas 6 mois.

Article 4

L'article de l'avenant n° 15 du 9 octobre 1972 demeure valable en ce qu'il précise que le salaire de l'ouvrier ne devra jamais être inférieur à un taux fixé à 0,01 € au-dessus du Smic.

Article 6

Le présent accord fera l'objet d'une demande d'extension auprès du ministre du travail, de l'emploi et de la santé.

Fait à Limoges, le 25 novembre 2011.

(Suivent les signatures.)